

# Intervention de Jean-Paul Bret

M E R C R E D I 1 9 M A R S 2 0 1 4

villeurbaine

## Cérémonie à l'occasion du 52<sup>e</sup> anniversaire du 19 mars 1962, date du cessez-le-feu en Algérie

Mesdames et messieurs,

Nous sommes réunis, aujourd'hui, dans ce square dédié au 19 mars 1962, date du cessez-le-feu de la guerre en Algérie, pour rendre hommage à la mémoire de toutes les victimes, civiles et militaires, du conflit franco-algérien et des combats en Tunisie et au Maroc.

Le 1<sup>er</sup> novembre prochain marquera les 60 ans du déclenchement de la guerre d'Algérie. Dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1954, trente attentats environ sont perpétrés simultanément en Algérie contre des postes de police et des casernes militaires, symboles de la colonisation française. Une dizaine de personnes périssent dans cette « Toussaint rouge », comme la qualifie la presse française de l'époque, événements que revendique le Front de libération nationale algérien.

**Le 1<sup>er</sup> novembre 1954 inaugure un cycle de violences qui ne s'achèvera pas avec la signature des accords d'Evian, le 19 mars 1962.** A l'issue du conflit, tous les protagonistes français sont meurtris. Le peuple algérien accède à son indépendance, après un siècle et demi de domination française. Les Pieds-Noirs sont contraints de quitter leur terre natale sans espoir de retour. Les Harkis sont poursuivis par le FLN puis, à leur arrivée en France, abandonnés à un triste sort. Les jeunes appelés du contingent regagnent la métropole avec de terribles souvenirs.

Mobilisés pour une durée allant de dix-huit à trente mois, ils ont eu pour mission de « maintenir l'ordre », comme on le disait à l'époque, dans trois départements français : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. D'eux, **les photographies témoignent d'une jeunesse, souvent ignorante au départ de ce qui se passe en Algérie et de la réalité du conflit à laquelle elle est confrontée.** Ouvriers, paysans, instituteurs, médecins, ils viennent de tous les milieux de la société française. On les voit étendant leur linge, à côté d'un transistor, à la plage quelquefois, arpentant en groupe des reliefs rocaillieux, dans des villages de montagne où les familles vivent dans un grand dénuement.



» Les lettres nombreuses, qu'ils ont écrites à leur famille, racontent la confrontation à une géographie et à un climat inconnus, « ce temps qui passe lentement » comme l'analyse l'historien Benjamin Stora, les combats aux cours desquels disparaissent leurs camarades. Certains sont d'une étonnante lucidité, décrivant avant l'heure la fin de l'Algérie française et de la colonisation. D'autres montrent leur attachement à la présence française et leur respect du drapeau français. **Ces textes sont poignants parce qu'ils décrivent tous une forme d'adieu brutal à la jeunesse et, malgré les copains, malgré la solidarité qui se développe dans les unités, une immense solitude intérieure. Aucun des appelés ne rentrera comme il était parti.**

**Sur un million et demi d'appelés, 20000 meurent dans cette guerre qui n'a pris officiellement le nom de guerre qu'en 1999.** Ce combat, mené avec conviction par les anciens d'Algérie et par leurs associations, également relayé par de nombreux parlementaires, a été beaucoup plus qu'une bataille de mots. **Ce combat a été une bataille pour la mémoire. Notre pays devait cette reconnaissance à ceux qu'elle avait mobilisés, aux blessés marqués dans leur chair, à ceux qui avaient péri là-bas, aux familles des disparus.** En 2012, une loi — déclarée conforme par le conseil constitutionnel — a fait du 19 mars la journée nationale du souvenir et du recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie. Cette décision, s'appuyant sur la dimension bilatérale des accords d'Evian, est venue clore plusieurs années de polémique inutile sur le choix d'une journée commémorative.

**52 ans après la signature des accords d'Evian, la guerre d'Algérie n'a pas livré tous ses secrets.** Au cours des quinze dernières années, sur les deux rives de la Méditerranée, les historiens ont accompli un travail considérable, même s'ils se heurtent encore aux discours officiels. Cette mémoire, qui se livre par bribes, se construit tout doucement. Les récentes expressions, sur les conditions de la disparition du jeune mathématicien Maurice Audin, arrêté en 1957 à Alger par des parachutistes français, en sont une illustration. Il faudra encore du temps pour faire la lumière sur cette douloureuse affaire. Mais la distance, qui nous sépare des événements, joue en faveur de la vérité.

**De la conciliation des mémoires à la réconciliation, c'est l'enjeu du temps présent.** Pour reprendre les paroles de Benjamin Stora, « l'heure est maintenant venue du passage, de la mémoire douloureuse à l'histoire accomplie, de la blessure à l'apaisement ». Ici ou là-bas, en France ou en Algérie, dans un dialogue entre historiens, dans la mise en regard des témoignages, viendra un jour où nous embrasserons autrement notre histoire commune.